

Fabienne Fischer: «Les critiques patronales relèvent d'une posture politique en vue des élections»

Madeleine von Holzen, Marc Guéniat, 20.09.2022

8-10 minutes

Elue en mars 2021 lors d'une élection complémentaire, Fabienne Fischer est la nouvelle venue de ce Conseil d'Etat qui a basculé du même coup à gauche. En charge de l'emploi et de l'économie, l'écologiste essuie de vives critiques alors que les élections générales approchent: elle ignorerait les réalités du monde de l'entreprise, et mettrait en danger la capacité du canton à maintenir son niveau de vie. Les initiatives patronales se multiplient, surtout depuis que l'exécutif a approuvé, au début de l'été, une initiative demandant une hausse temporaire de l'impôt sur la fortune. Dans cette même veine, la nouvelle Fondation pour l'attractivité de Genève sera ainsi présentée au public ce mercredi.

Le Temps: Le fait que vous ayez voté en faveur du relèvement de l'impôt sur la fortune a été interprété comme une «déclaration de guerre à l'entrepreneuriat», incompatible avec le rôle de ministre de l'Economie. Que répondez-vous à cela?

Fabienne Fischer: Cet impôt ne touche pas les entreprises. Son relèvement ne concernerait que les personnes physiques, quelques personnes très riches, et épargnerait les indépendants, parce que le Conseil d'Etat ne souhaite pas taxer davantage la fortune commerciale, qui est l'outil de travail de ces personnes. Durant la pandémie, le canton a déboursé un demi-milliard de francs pour aider les entreprises, par solidarité. Demander, pour faire face aux crises, un effort de solidarité temporaire aux plus aisés est légitime.

Lors des dix dernières années, le nombre de contribuables disposant d'un revenu imposable supérieur à 1 million de francs a diminué. Cela ne vous inquiète-t-il pas?

En réalité, les chiffres sont stables. On observe de micro-fluctuations d'une année à l'autre, parce que la fortune de ces contribuables dépend des marchés boursiers. Entre 2002 et 2018, la fortune imposable est passée de 13 à 46 milliards de francs. C'est le signe que ces contribuables se portent bien! Quant aux départs, ils sont surtout le fait de retraités qui retournent dans leur pays, ce qui paraît compréhensible.

Lire aussi: [A Genève, la paix sociale s'effrite](#)

Peut-on vraiment, comme vous le faites, dissocier l'impôt sur les entreprises de celui sur les personnes, puisque certains entrepreneurs ou hauts cadres atteignent rapidement le seuil d'imposition sur la fortune?

Si une multinationale s'installe et emmène avec elle un cadre très bien rémunéré, celui-ci devra s'acquitter des impôts locaux, c'est tout naturel.

Cette politique ne menace-t-elle pas directement l'attractivité de Genève, et par conséquent la capacité du canton de financer les prestations de l'Etat?

La prise de position du Conseil d'Etat ne péjore en aucun cas le dynamisme économique du canton, ni son attractivité. Malgré l'agitation ambiante autour de cette question, Credit Suisse a classé Genève en 2022 au quatrième rang des cantons les plus attractifs de Suisse. Mais transformer Genève en un paradis fiscal comme Zoug, Monaco ou Abu Dhabi n'est pas ma vision. L'attractivité est une arme à double tranchant. Elle amène de la prospérité, mais elle exerce une pression sur le logement, les infrastructures et la cohésion sociale. C'est donc une question d'équilibre.

Lire aussi: [Genève, canton de tous les excès fiscaux?](#)

Que répondez-vous à la Fédération des entreprises romandes

(FER) et la Chambre de commerce, d'industrie et des services de Genève (CCIG) qui relèvent les inquiétudes de leurs membres?

Il s'agit d'une posture politique en vue des élections d'avril 2023. Plusieurs de leurs représentants sont aussi députés ou membres de partis. Ils s'approprient le fait de représenter les entreprises. Il me paraît difficile d'imputer tous les maux de ce canton à un exécutif passé à gauche il y a moins de deux ans. Je rencontre tous les jours des entrepreneurs qui considèrent que les conditions-cadres sont excellentes. Ils font la part des choses entre ce qu'ils expérimentent et les discours des faïtières.

Lire aussi: [Ivan Slatkine: «Décourager les grands contribuables genevois, c'est jouer avec le feu»](#)

Genève doit-elle continuer à croître, selon vous?

Le défi consiste à respecter les limites de la planète. Dans ce contexte, certains secteurs vont croître, d'autres vont décroître. Je dois accompagner cette transition, en améliorant la résilience du tissu local. J'accueille aussi les entreprises qui souhaitent s'installer à Genève. Mais on leur demande désormais de faire la preuve de leurs engagements en termes de durabilité. Et ces discussions se passent très bien. Les entreprises savent que cela leur procure un avantage concurrentiel.

Les milieux économiques vous reprochent aussi un manque de connaissance des réalités du monde entrepreneurial.

Je ne compte pas le nombre d'entrepreneurs à qui je parle. J'en rencontre chaque semaine et j'aime ça. Je m'en nourris pour créer des programmes qui répondent à leurs besoins, comme celui sur la responsabilité numérique.

Le siège social de Firmenich sera déplacé en Argovie et aux Pays-Bas. Quel est l'impact fiscal de ce transfert et quelles garanties avez-vous obtenu concernant les emplois?

En raison du secret fiscal, je ne peux pas m'exprimer à ce sujet. Il est prévu que la production et la recherche et développement

restent à Genève. Quelques dizaines de postes administratifs seraient déplacés. J'ai obtenu des engagements et je veux m'assurer qu'ils seront tenus. C'est pourquoi j'ai prévu de rencontrer la direction en novembre. Ce départ est certes regrettable, mais il résulte d'une restructuration et non d'une perte d'attractivité de Genève.

Lire également: [Dernier tour de piste financier pour Firmenich](#)

Le Salon de l'auto est annulé pour la quatrième fois d'affilée. Vous vous êtes néanmoins déclarée optimiste concernant le tourisme d'affaires, alors que les hôteliers ont dit leur «désarroi»...

Je suis optimiste, parce que Palexpo réussit à créer d'autres événements très dynamiques. Economiquement, Genève se remettra du départ du Salon de l'auto, même si Palexpo n'a pas encore retrouvé le niveau de 2019. Après deux années terribles, il est compréhensible que les hôteliers soient inquiets.

Le canton de Genève est-il prêt face à une possible pénurie énergétique?

Il faut tout mettre en œuvre pour éviter d'en arriver là. L'industrie se mobilise, mais a déjà fourni des efforts substantiels. Il existe des gisements d'économies dans le secteur tertiaire, qui consomme 60% de l'énergie nécessaire à l'activité économique. C'est difficile parce que ce secteur est assez disparate. Une entreprise m'a expliqué qu'en modernisant sa ventilation, elle a pu réduire de 50% sa consommation. On pourrait obtenir une diminution globale de 10 à 15%, mais actuellement le canton ne peut rien imposer.

Lire finalement: [Electricité: la chasse au gaspillage passe d'abord par les bureaux et les commerces](#)

Et si malgré tout la pénurie survient, comment évitera-t-on un traitement différent d'un canton à l'autre?

C'est à Berne que les choses doivent être décidées, avec une mise en œuvre cantonale. Sans cela, ce sera une cacophonie. On ne peut pas décréter à Genève qu'une entreprise est essentielle puis

se rendre compte qu'elle se fournit en matériaux auprès d'une entreprise dite non essentielle en Thurgovie. C'est une leçon de la pandémie.

Combien d'emplois comptez-vous créer avec l'économie circulaire?

L'économie circulaire vise à minimiser la quantité d'énergie et de matière qu'utilise une entreprise pour respecter les limites planétaires. Ce n'est donc pas un secteur. Chaque entreprise peut transformer son modèle d'affaires pour tendre vers cet objectif. Ces démarches internes ne vont pas forcément générer des emplois, qui seront plutôt créés indirectement, par exemple par l'installation de panneaux photovoltaïques. On ne peut pas chiffrer cela.

Lire aussi: [A Genève, le potentiel inexploité de l'économie circulaire](#)

Quelles seront vos priorités en cas de réélection au printemps prochain?

Renforcer la lutte contre le travail au noir, qui est de la concurrence déloyale. Réguler les entreprises «de plateforme», comme Uber. Miser sur la formation, pour éviter les pénuries de main-d'œuvre dans les secteurs d'avenir. En tant que responsable de l'emploi, j'aimerais que les chômeurs puissent suivre de telles formations avant d'être en fin de droits, ce qui suppose un financement cantonal. Régulariser en continu les travailleurs sans papiers selon les critères admis avec Papyrus. Enfin, je persiste et signe: je veux aider les entreprises, faciliter la mue de leur activité économique pour qu'elles soient durables.